**LE REVENU UNIVERSEL : UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL ?**

***Sujet d’oral agrégation 2016.***

*Ce document ne présente en aucun cas un cours sur le revenu universel. Il utilise des apports disparates piochés çà et là et copiés (les références sont notées en dernière page). Le but de ce travail est uniquement de construire un plan à partir de connaissances que pourrait avoir un non spécialiste de la question.*

**Ce que l’on sait :**

**De quoi parle-t-on ?** revenu universel ; revenu de base ; revenu d’existence ; allocation universelle ; dotation inconditionnelle d’autonomie ; dividende universel…

**MFRB :** association créée en mars 2013 suite au lancement d’une initiative citoyenne européenne, qui a récolté 300 000 signatures dans toute l’Europe. Mouvement citoyen et transpartisan, qui accueille et propose différentes versions du revenu de base, issues de sensibilités politiques diverses. Ces versions sont encadrées par une charte politique qui fixe quelques principes fondamentaux et précise une définition du revenu de base :

***« Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d’autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contreparties dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement. »***

**Impôt négatif :** Une somme est allouée sous forme de crédit d’impôt (sur les revenus, prélevés à la source). Si on ne paye pas d’impôts, on la reçoit. Si on en paye, elle se déduit des impôts.

Avantages : l’impôt négatif garantit que le travail est toujours plus rémunérateur que l’inactivité, au contraire du revenu garanti. Simplification du système fiscal : plus de niches fiscales, suppression de revenus de transfert (RSA, allocations familiales, prime pour l’emploi) ; fusion IRPP et CSG.

Auteurs : Milton Friedman, *Capitalisme et Liberté*, 1962 ; Lionel Stoléru, *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*, 1974.

Plus récemment : Gaspard Koenig du Think tank GénérationLibre ; Marc de Basquiat, président de l’Association pour l’Instauration d’un Revenu d’Existence (AIRE) créée en 1989, co-fondateur en 2013 du Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB), et co-auteur en 2014 de *LIBER, un revenu de liberté pour tous ;*

**Une idée ancienne :**

**✍** En 1776 (4 juillet, date de déclaration d’indépendance des 13 Etats-Unis d’Amérique ; RdN d’Adam Smith), Thomas Paine dénonce la manière dont la théorie libérale du contrat social a occulté le processus d’expropriation foncière qui a dépouillé « une grande moitié des habitants de leur héritage naturel, sans songer à les indemniser d’une spoliation qui a entrainé un excès d’indigence et de misère dont il n’y avait pas eu jusque-là d’exemple ». Pour remédier à cette injustice, l’auteur propose d’instaurer un revenu garanti financé par un impôt sur la rente foncière et versé à tous les individus dès l’âge de 21 ans « à titre d’indemnité du droit naturel, dont le système des propriétés territoriales les a dépouillés ». L’argumentation de Paine s’appuie sur le droit (pour chacun d’être secouru par la société et au nom d’une propriété de l’impôt) et non sur un quelconque principe éthique et humaniste.

**✍** En 1829, dans le Nouveau Monde industriel et sociétaire, Charles Fourier considère que l'attirance naturelle des humains pour l'activité et la vertu est totalement entravée et pervertie par le travail. Il n’est en aucun cas opposé au travail en tant que tel, mais l’est au sens que lui donne la société qu’il critique. L’activité de chacun (choisie librement en fonction de ses aptitudes et de ses goûts) serait rémunérée sur la base d’un montant de revenu suffisant pour vivre confortablement et complétée par une somme tirée des revenus globaux de la Phalange, complément d’autant plus élevé que ces revenus seraient élevés. Le revenu garanti apparaît ici comme un des piliers d’une société future où la propriété privée et le mobile du profit, fondés sur le travail individuel, continueraient de jouer leur rôle.

**✍** Dans les *Grundisse* de 1857, et notamment dans le chapitre intitulé « Fragment sur les machines », Marx trace les contours de rapports économiques et sociaux conduisant en tendance dans un au-delà du capitalisme. Le « general intellect » est à ses yeux un stade de développement des sociétés où le niveau général des connaissances est devenu une force productive immédiate. Dans ce cadre, le travail revêt une dimension coopérative et collective, où l’estimation de la productivité de chacun perd toute pertinence. Cela entérine l’extinction de la loi de la valeur : « le temps de travail cessera et devra cesser d’être la grande source de la richesse, le temps de travail cessera et devra cesser d’être la mesure du travail, tout comme la valeur d’échange cessera d’être la mesure de la valeur d’usage ».

→ La pertinence de cette réflexion est d’autant plus forte aujourd’hui que la coopération sociale productive se développe dans des lieux et/ou institutions de plus en plus extérieures et autonomes par rapport à l’entreprise (universités, internet pour les logiciels open source, pôles de compétitivité…) et joue un rôle croissant dans la diffusion du savoir comme principale source de la valeur. Cela a pour conséquence de rompre toute loi de proportionnalité entre effort individuel et rémunération (Aglietta, 1997).

Pour André Gorz, « ce ne sont plus le travail et les travailleurs mais la vie et les citoyens qui se trouvent en devoir d’être rémunérés ». *Misères du présent, richesse du possible*, 1997. [Dans *Adieux au prolétariat*, publié en 1980, il annonce la fin de la centralité du travail industriel dans les sociétés capitalistes]

**✍** Pour Keynes, on passe (en 1930 !) donc d’une économie de la rareté à une économie d’abondance. Que va-t-on choisir : le travail ou l’oisiveté ? Réponse dans le texte reproduit en fin de dossier.

**✍** Yoland Bresson, un des pères du revenu de base

**✍** Philippe von Parijs, Real Freedom for All (1995), sous l'inspiration de [John Rawls](https://fr.wikipedia.org/wiki/John_Rawls) et [Ronald Dworkin](https://fr.wikipedia.org/wiki/Ronald_Dworkin), notamment, apporte une contribution originale aux théories de la justice. Partant du double présupposé que la liberté est une valeur fondamentale et que nos sociétés capitalistes sont pleines d'inégalités injustifiables, il y déploie sa conception de la justice sociale : la défense d'une liberté réelle égale pour toutes et tous via l'instauration, à l'échelle politique la plus large possible, d'un [revenu de base](https://fr.wikipedia.org/wiki/Revenu_de_base) individuel et inconditionnel censé notamment

* 1/ libérer les chômeurs de la trappe de pauvreté qu'engendrent les systèmes actuels de compensation à l'absence d'emploi ;
* 2/ améliorer les conditions des travailleurs via l'accroissement du pouvoir de négociation des employés face à leurs employeurs ;
* 3/ encourager le travail indépendant, l'innovation et la prise de risque ;
* 4/ libérer les femmes au foyer de leur dépendance financière par rapport à leurs maris.

**Questions contextuelles :**

**👓** Avec l’impression 3D, verra-t-on bientôt des usines sans ouvriers ?

**👓** Combien d’emplois seront détruits demain par l’automatisation ?

**👓** Comment financer la protection sociale si les nouvelles formes d’activité échappent au modèle traditionnel du salariat ?

**👓** S’il faut apprendre à vivre dans un monde sans croissance, le plein-emploi doit-il rester un objectif de politiques publiques ?

**👓** Ne faut-il pas privilégier alors le travail à l’emploi ?

**Les objectifs poursuivis. Quelques données.**

**1- « Renouer avec l’idée de progrès » : le travail salarié est en crise.**

🟅 Un travail de plus en plus intermittent : Alternance de périodes d’activité, de formation, de chômage, de périodes transitoires d’inactivité pour une reconversion, une naissance, un voyage, l’accompagnement d’un proche malade ou en déplacement… (cf idée de « Droits de tirage sociaux » par Jean Boissonnat en 1995 ou rapport « France stratégie d’octobre 2015 qui les préconise)

🟅 Un travail de plus en plus précaire

🟅 Inflation des « bullshit jobs » (article de David Graeber, « On the phenomenon of bullshit jobs, août 2013). Manque d’autonomie, de reconnaissance, de sens, emplois dont l’utilité sociale reste à démontrer (phoning par ex.). Après le burn out (12% des salariés en seraient menacés selon le rapport « Le syndrome de l’épuisement, une maladie professionnelle », Technologia, mai 2014), le bore out (« Mais qu’est-ce que je m’ennuie »), le brown out (« Mais qu’est-ce que je fais dans cette galère ? J’ai toujours voulu être agriculteur, boucher, coach… »)

Par ailleurs certains travailleurs souffrent de ne pas avoir assez de temps à consacrer aux activités en-dehors du travail : activités familiales, associatives, « autonomes » ( Selon A. Gorz *Les Métamorphoses du travail*, 1988 et *Misères du présent, richesses du possible*, 1997), c’est lorsqu’on choisit les objectifs et les conditions de son travail au contraire d’un travail « aliéné ». Cf. distinction travail choisi/subi.

 Paradoxe : certains souffrent d’une surcharge de travail alors que d’autres souhaitent au contraire en trouver un. De nombreuses personnes sont aussi très heureuses dans leur travail !! Et là on revient à Dominique Méda et la distinction emploi et travail (Que sais-je : *Le travail*, 2004.)

- Les activités hors travail sont aussi des activités contributives, en ce sens qu’elles développent l’échange (chorale, jardin partagé, militantisme politique, bénévolat…). Elles sont source intrinsèques de richesse individuelle et collective dans la mesure où elles accroissent autant les capabilités (cf. Amartya Sen : capacités effectives d’un individu à choisir et à agir pour changer sa situation, capacités qui dépendent autant de ses savoirs et compétences que de son réseau social, de la qualité du fonctionnement des services publics ou du marché des opportunités qu’il est amené à rencontrer.)

**2- Accompagner la mutation numérique et écologique de l’économie**

🟅 Installation d’un chômage de masse : le déversement (Cf. A. Sauvy) semble en panne. Le tertiaire est lui aussi victime d’automatisation (par des machines) et de numérisation (par des logiciels). Près d’un emploi sur deux serait menacé d’ici 30 ans. Selon Carl Frey (Article « How to prevent the end of economic growth », dec. 2014) et Michael Osborne, 2 chercheurs d’Oxford, ce sont 47% des emplois américains d’ici 20 ans, l’institut Bruegel monte cette prévision à 54% dans l’union européenne et 50% en France.

🟅 Cette tendance est en outre génératrice d’un approfondissement des inégalités, car les revenus générés vont surtout aux propriétaires des robots et logiciels. D’autant plus que les oligopoles (automobile, informatique…) ou monopoles se multiplient, notamment dans les industries de réseau (télécommunications, automobile, énergie, communication… Google, Facebook, Uber, Airbnb, Netflix et alii engrangent d’énormes bénéfices avec relativement peu de salariés.

Cela se justifie notamment par la rente de monopole naturel dans les industries de réseau (effet « superstar » ou « winner take all » de Robert H. Frank et Philip J. Cook, 1996 ou Jeremy Rifkin, *La nouvelle société coût marginal zéro : L’internet des objets, l’émergence des communaux collaboratifs et l’éclipse du capitalisme*, 2014), mais aussi par le fait que ce sont les utilisateurs qui participent à la création de valeur (posts sur Facebook, évaluations sur TripAdvisor, Google qui utilise les CAPTCHA pour numériser les livres…)

Enfin, Certains travailleurs très performants (designers, marketers, chefs d’entreprises, personnalités du show-business, financiers… captent une large part de la valeur ajoutée, alors que d’autres travailleurs sont largement perdants de cette automatisation/numérisation (ouvriers dans l’industrie, employés de guichet, comptable, libraires, juristes, compagnies de taxi…). Entre 1996 et 2008, les 0, 01% les plus riches a vu ses revenus augmenter de 6% contre 2,6% pour le revenu médian.

🟅 Emergence du travail contributif (ensemble des projets auquel chacun participe sans en attendre de contrepartie financière. Il s’agit souvent de produire des connaissances partagées, utilisables gratuitement par n’importe qui : c’est le principe des « communs de la connaissance » (Benjamin Coriat, *Le retour des communs : la crise de l’idéologie propriétaire, 2015*) Ex : logiciel libre ou wikipedia.

Remarques : - L’imprimante 3D permettra peut-être d’étendre cette production aux objets, à partir du moment où les programmes de ces modèles seront donnés gratuitement aux usagers (biens non rivaux).

🟅 Produire toujours plus, est-ce bien raisonnable ?

**3- Simplifier et rendre plus opérationnels les dispositifs de lutte contre la pauvreté**. Cf rapport du CAE d’avril 2017. Ou Rapport de l’OFCE, Guillaume Allègre et Henri Sterdyniak, 2016, « Le revenu universel : une utopie utile ? ».

**Les approches politiques du revenu de base**

1- L’approche libertarienne :

Le revenu de base prend la forme d’un « impôt négatif » fusionnant l’ensemble des prestations sociales pour couvrir les besoins minimaux, sans toutefois se substituer à des revenus salariés, pour ne pas créer des « trappes à inactivité ». Financé par un impôt proportionnel universel\*, il accompagnerait une réduction du prix du travail pour les entreprises et une flexibilisation du marché du travail s’agissant en particulier des conditions de licenciement ou du temps de travail. Son caractère individuel assurerait sa neutralité par rapport à la vie privée de ses bénéficiaires et, en particulier, ne désinciterait pas la mise en couple dans le cas de revenus inégaux, par contraste avec les prestations familiales. Pour certains libéraux, il permettrait enfin, d’inciter à l’initiative entrepreneuriale en constituant un filet de sécurité minimal.

Cf Marc de Basquiat et Gaspard Koenig, *Liber, un revenu de liberté pour tous*, https://www.generationlibre.eu/wp-content/uploads/2014/05/un-LIBER-pour-tous.pdf

2- Les approches marxistes et écologistes conçoivent le revenu de base comme un instrument de sortie du capitalisme productiviste, voire du salariat, découplant les revenus du travail salarié et financé par la réappropriation, au moyen de l’impôt, des gains de productivité issus de la robotisation. Cela inciterait au développement d’activités non rémunérées mais utiles socialement (activités associatives et culturelles, services à la personne…) et serait versé à un niveau suffisant pour couvrir les besoins essentiels, réduisant la pauvreté.

3- L’approche social-démocrate conçoit le revenu de base comme une adaptation de la protection sociale, héritée des Trente Glorieuses, aux nouvelles formes de travail et notamment au développement de la pauvreté laborieuse. Il entendrait assurer à tous les conditions d’une émancipation et d’une vie digne dans une société riche et développée. Enfin, il permettrait d’éliminer les problématiques du non-recours aux prestations sociales et de lutte contre la fraude en constituant un mécanisme facile à appréhender et versé de façon automatique, permettant par-là de restaurer les conditions du débat démocratique sur la taille de l’Etat social et le niveau de prélèvements nécessaire à son financement.

**Les Réserves :**

D’un point de vue libéral, le revenu universel serait une prime à l’oisiveté ; d’un point de vue social-démocrate, il viendrait fragiliser les bases de la protection sociale ; du point de vue des partisans de la décroissance, la réduction du temps de travail serait préférable car le travail doit diminuer pour chacun mais être équitablement réparti entre tous ; d’un point de vue marxiste, il ne remettrait pas en cause les fondements du capitalisme.

**Quelques pistes de financement**

⬩ Refondre les allocations existantes pour financer un revenu minimum : RSA, allocations logement, prime pour l’emploi, allocations familiales, bourses d’étude, allocation de rentrée scolaire, pourquoi pas retraite dans un deuxième temps. En revanche, augmenter ce revenu pour les handicapés, les séniors. Ne pas toucher à l’assurance maladie, qui reste conditionnée aux besoins de chacun (sauf pour les libéraux qui prônent le recours à une assurance privée).

⬩ Augmenter obligatoirement les impôts. Sur le revenu, à partir du premier euro pour certains, afin que tout le monde contribue. Flat tax de 38% par exemple jusqu’à ce qu’on obtienne le montant nécessaire au financement du revenu de base puis à nouveau impôt proportionnel.

Sur le patrimoine. 0, 78% sur le patrimoine pour un revenu de l’ordre du RSA socle, plus de 1% pour les plus ambitieux.

Augmentation de la TVA.

⬩La taxation des transactions financières

⬩ La taxation écologique

⬩ Cela va de pair avec la lutte contre l’évasion et l’optimisation fiscale.

⬩ Et des économies sur les dépenses non indispensables, comme les dons aux œuvres, la rénovation des monuments historiques, les dépenses fiscales qu’on pourrait supprimer sans compensation (PEA, assurance vie, plafonnement de l’ISF…)

*Le prélèvement à la source permettrait de simplifier le versement du revenu universel avec un système de compensation.*

**Les expériences**

⬩ Fondées sur le partage égalitaire d’une ressource : En Alaska, le Permanent Fund est une forme d’allocation universelle basée sur les revenus pétroliers de l’Etat. Mais ce dividende varie d’une année à l’autre : 900 dollars seulement en 2013 contre plus de 2000 en 2008 et 2015.

⬩ En Finlande, 2000 chômeurs tirés au sort reçoivent moins de 600 euros. Le but reste de les aider à retrouver un travail salarié.

⬩ Expérimentations prévues en Gironde et en Aquitaine l’an prochain sous plusieurs modalités pour expérimenter la plus opérationnelle.

**Sujet : Le revenu de base, un nouveau contrat social ?**

**Intro**

**Accroche :**

Publication ds Le Monde d’un plaidoyer « Pour un revenu universel crédible et audacieux » au cœur du débat des présidentielles de 2017, signé notamment par Dominique Méda (Dernier ouvrage en 2016, *Faut-il attendre la croissance ?* in La documentation française) et Thomas Piketty, référence internationale sur la montée des inégalités sociales, *Le capital au XXIème siècle* (2013). Pour eux, le revenu d’existence pourrait « constituer un élément structurant de la refondation de notre modèle social ».

Ou : cas Xavier fender, jeune ingénieur parisien devenu paysan (cf. art. du Monde). Enchaîner sur le « Brown-out », littéralement « baisse de courant », ou quand les salariés sont laminés par l’absurdité quotidienne des tâches à accomplir. Ils ne trouvent plus de sens à leur travail.

Ou : fin 2016, l’assureur japonais Fukoku Mutual a annoncé le remplacement d’un quart de ses salariés du département des évaluations des paiements par un système d’intelligence artificielle devant lui coûter 1, 6 million d’euros, 122 000 de maintenance chaque année contre une quarantaine de licenciements. Ces emplois supprimés impliquaient un certain type de services intellectuels, tendance qu’on retrouve dans les banques, les médias, les cabinets juridiques…

**Problématique :**

Que ce soit au niveau quantitatif (perte d’emplois) ou qualitatif (fragmentation du salariat par l’emploi partiel, les pluri-emplois, les allées et venues entre l’emploi, le chômage et l’inactivité), notre contrat social, bâti sur le statut de salarié à plein temps et toute la vie ne correspond plus à la réalité.

Définition du contrat social : Le contrat social est une sorte de convention dont les règles ne sont pas juridiquement validées mais ont néanmoins une force normative socio-économique reconnue comme le fondement de notre *praxis* collective. Le contrat social est virtuel, en ce sens où il n’implique pas de sanctions juridiques ; en revanche, il met au ban de la société ceux qui ne s’y conforment pas.

A partir de là, faut-il croiser les doigts pour le retour de la croissance et du plein emploi ou réinventer notre modèle social ? Le revenu universel répond clairement à cette dernière option, en répondant *a priori* à un double impératif : garantir une plus grande justice sociale et assurer ensuite la rationalité économique, c’est-à-dire la solvabilité du système au regard des perspectives de l’automatisation et de la numérisation.

Définition du revenu de base (cf MFRB)

**Annonce du plan**

**I- Le revenu de base répond aux métamorphoses de notre société salariale**

**A- Le travail salarié comme fondement de notre contrat social est malmené**

→ Le travail salarié apporte :

- un revenu pour satisfaire nos besoins

- une intégration sociale : . par le revenu, qui nous permet de consommer dans une société de consommation ;

 . par une position sociale ;

 . par un sentiment d’utilité sociale ;

 . par la protection sociale financée par les cotisations sociales.

→ Or « le grand intégrateur » ne joue plus son rôle

- à cause du chômage de masse qui exclut de plus en plus de personnes du marché du travail ;

- de la précarisation du travail salarié et du parcours salarié au cours de la vie (cf. droits de tirage sociaux pour sécuriser les parcours de vie)

- « du désenchantement du travail » selon D. Méda. Violence symbolique entre la forte valorisation sociale du travail salarié et son quotidien laborieux. Le travail humain est en cela toujours un « espoir négatif » selon H. Arendt. Ceci est accentué aujourd’hui par de nouvelles aspirations d’épanouissement personnel, au et en-dehors du travail, de la prise de conscience écologique, d’un environnement social tendu entre aspiration à plus de solidarité, entre communautarisme et terrorisme.

- Des activités socialement utiles mais peu valorisées (par exemple tout ce qui relève du « care » et qui nécessite de grandes qualités de cœur, d’empathie, un investissement important, tout en étant très peu valorisées socialement et économiquement, ceci expliquant sans doute cela.) Idée du travail autonome et du secteur « quaternaire », une zone intermédiaire entre économie marchande et non marchande, publique et privée.

- Une protection sociale à bout de souffle, étranglée dans ses financements et finalement inefficace à la marge (non recours aux aides important, augmentation de la pauvreté, des inégalités, existence de « trappes à inactivité »)

→ D’où l’idée d’un revenu de base, qui réintègrerait les chômeurs et les exclus et valoriserait tout type de travail (domestique, bénévole, artistique…) qu’il soit rémunéré ou non, en tant qu’il contribue au fonctionnement de la société. Atkinson (1996), propose un « revenu de participation », la participation étant définie de façon large : avoir un emploi ou être un travailleur indépendant, être en éducation, en formation, en formation ou en recherche d’emploi active, garder des enfants ou s’occuper de parents, faire du bénévolat dans une association reconnue. Seraient exclues les personnes qui consacrent leur vie à du loisir pur. Pour John Rawls en 1998, « ceux qui surfent toute la journée au large de Malibu doivent trouver un moyen de vivre par eux-mêmes et n’ont pas droit à des fonds publics ».

**B- Accompagner les métamorphoses de l’économie**

→ La 4ème Révolution industrielle est en cours

- définition

- Prévision d’un fort chômage technologique

- Nouvelles formes de travail (de plateforme, portage salarial, digital labor…). Emergence du travail contributif dans les services et peut-être extension dans la production de biens (avec fab labs, imprimante 3D)

- Monopoles de réseau, qui captent la rente, sans en redistribuer les fruits (Pratiques d’optimisation fiscale : Facebook paye 3,8 d’impôts sur ses bénéfices hors Etats-Unis, Google, 5,6, Apple 6,2% en 2016 ; peu de salariés : 10 082 salariés pour Facebook en 2015 pour un résultat net de 3 688 milliards de dollars. Faibles dividendes.)

→ L’écologie et la solidarité au cœur d’une nouvelle régulation

- La régulation fordienne fondée sur la production de masse et la consommation de masse s’essouffle. Au niveau économique (la production en grande série n’est plus la panacée), social (désenchantement de la consommation et du matérialisme. Injonction à privilégier l’être sur l’avoir) et écologique (les limites des ressources naturelles et le changement climatique imposent un nouveau modèle de production)

- Gisement de nouveaux emplois…

- … et de nouvelles formes de structures. Cf ESS (associations, coopératives, SCOP, SCIC)

→ Le revenu universel permet à chacun de s’insérer dans un nouveau mode productif plus respectueux de l’environnement, plus solidaire (travail participatif, bio, commerce équitable, de proximité…) mais aussi moins rémunérateur. Il rémunère aussi le travail passé et les communs.

**II- Un nouveau contrat social dans les modalités de sa mise en œuvre**

**A- Redonner de l’importance au travail face au capital**

→ Ce projet peut se justifier au nom du partage égalitaire des ressources naturelles (cf. Paine) et de l’héritage des générations passées (Gorz).

→ Le travail rémunéré ou non est valorisé alors que les détenteurs de capital (technique, financier, immobilier) devront contribuer. Dans la plupart des projets ambitieux, les détenteurs de patrimoine, qu’il soit technique, financier ou immobilier doivent contribuer, par exemple annuellement à hauteur de 0, 78% de leur patrimoine. Cela signifie que les entreprises aussi seront mises à contribution, une façon de rémunérer la société du communs mis à sa disposition. Baisse des inégalités. Augmentation de la solidarité.

**B- Mais tout dépend des modalités de mise en place du revenu de base**

Pour M.Olli Kangas, directeur de recherche de Kela, l’institut finlandais de protection sociale, « Parler d’instaurer un revenu garanti sans préciser ce que l’on entend par là, revient à discuter de l’adoption d’un félin sans dire si on pense à un chaton ou à un tigre »

→ Le cœur de la question dépend du montant du revenu de base

De l’ordre du RSA, il ne permet pas de se passer de travailler. Au contraire, il peut être constituer une subvention pour les employeurs.

Supérieur à 800-1000 euros, tout est permis ! Même la paresse ! A discuter (cf expériences de mise en place + Keynes)

→ De là dépend le consentement de chacun à participer à ce projet de société

- Il s’agit clairement d’une situation non-optimale au sens de Pareto, puisque la situation des plus riches va être dégradée. Vont-ils y consentir, alors même qu’ils détiennent les rênes du pouvoir politique ? Ainsi les propositions de Benoît Hamon, des écologistes et en particulier de Yannick Jadot ou de Nathalie Kosciusko-Morizet à droite sont loin d’avoir suscité l’adhésion des électeurs ; dans le même temps le président Macron recentre l’ISF sur le patrimoine immobilier en en excluant le patrimoine financier, ce qui privilégie les plus grandes fortunes. Cette proposition est en totale opposition avec les propositions de financement du revenu de base par un impôt conséquent sur le patrimoine.

→ Enfin, comment mettre en place ce revenu, sous quelles modalités : impôt négatif ? salaire à vie ? au niveau national ? européen ? En échange d’un travail d’utilité sociale ? En partie sous forme d’un accès à un panier de biens sociaux ? En monnaie locale ?

**Conclusion :**

Réponse à la question :

Le revenu de base a le mérite d’interroger la société sur son avenir et incite à le préparer pour mieux y faire face. Il s’agit donc d’une utopie utile. C’est aussi une utopie réaliste, puisque de nombreuses simulations sont proposées, certaines remettant totalement en cause un modèle de société fondé sur le travail salarié, d’autres inventant une société solidaire où la contribution de chacun à la société serait valorisé. Cependant il existe de sérieuses réserves, sociales et financières, voire éthiques. De même, l’OCDE, s’il concède que le revenu de base réduit le problème de la pauvreté, permet d’éviter la stigmatisation et les contrôles humiliants, a un coût financier important, non pas tant par son objectif principal : aider les personnes en situation de précarité, mais à une conséquence latérale : verser une somme importante à tous.

Ouverture :

Donc, avant de changer de modèle de société, ce qui peut être tout à fait envisageable à terme, ne serait-il pas préférable dans un premier temps d’améliorer une situation qui n’est certes pas satisfaisante. Il faudrait ainsi étendre l’assistance aux 18-25 ans, les plus touchés par la pauvreté, et s’attaquer sérieusement au sort inéquitable des enfants issus de ménages pauvres, comme le rappelaient en 2013 Olivier Galland ou Stéphane Cahuc dans *La machine à trier. Comment la France divise sa jeunesse.*

[Perspectives économiques pour nos petits-enfants, par J.M. Keynes](https://www.les-crises.fr/keynes-perspectives-eco/)

Nous souffrons, en ce moment précis, d’un grave accès de pessimisme économique.

C’est chose courante que d’entendre les gens dire que la période des gigantesques progrès économiques caractérisant le XIXe siècle est désormais révolue, que la rapide amélioration du niveau de vie est en train de marquer le pas, en Grande-Bretagne du moins, et que la décennie qui commence nous réserve plus probablement une diminution de notre prospérité qu’un nouvel accroissement.

J’estime que tout cela est une interprétation furieusement erronée des événements qui sont notre lot actuellement. Nous souffrons non pas des rhumatismes de la vieillesse, mais des troubles de croissance dus à des changements d’une rapidité excessive, nous souffrons des difficultés que provoque la réadaptation à une phase économique nouvelle. Le rendement technique a augmenté plus vite que nos moyens d’absorber la main-d’œuvre rendue disponible de la sorte ; l’élévation du niveau de vie a été un peu trop rapide; le système bancaire et monétaire mondial a empêché le taux de l’intérêt de diminuer aussi vite que les nécessités de l’équilibre l’exigent. Quoi qu’il en soit, le gaspillage et le désordre qui en résultent ne représentent pas plus de 7,5 % du revenu national ; la gabegie nous coûte 1 shilling et 6 pence par livre, et nous ne disposons que de 18 shillings et 6 pence quand nous pourrions disposer d’une livre si nous étions plus raisonnables. Et pourtant les 18 shillings et 6 pence d’aujourd’hui ont quand même une valeur égale à celle de la livre il y a cinq ou six ans. Nous oublions que la production de l’industrie britannique, exprimée en volume, était plus grande en 1929 qu’elle n’avait jamais été, et que l’excédent net de notre balance avec l’étranger, une fois payées toutes nos importations, permettait de nouveaux placements à l’extérieur qui étaient supérieurs, l’an dernier, à ceux de tout autre pays, dépassant même de 50 % l’excédent de la balance américaine. Ou bien supposons encore, s’il faut en faire un sujet de comparaisons, que nous réduisions nos salaires de moitié, que nous refusions d’honorer les quatre cinquièmes de notre dette publique et que nous thésaurisions nos richesses excédentaires sous forme d’or stérile au lieu de les prêter à 6 % d’intérêt où à un taux supérieur, nous ressemblerions alors à cette France qui excite aujourd’hui tant d’envie. Mais serait-ce mieux pour nous? La dépression qui sévit dans le monde entier, la gigantesque anomalie du chômage sur une planète où les besoins non satisfaits abondent, et les erreurs désastreuses que nous avons commises, tout cela nous rend aveugles à ce qui se déroule sous la surface, et qui correspond à la vraie interprétation de la tendance des événements. Je prédis en effet que, de notre temps déjà, les deux erreurs opposées du pessimisme qui font tant de tapage de par le monde, seront reconnues pour ce qu’elles sont, que l’on considère le pessimisme des révolutionnaires qui croient les choses si mauvaises que seule une mutation violente pourra nous sauver, ou celui des réactionnaires qui jugent l’équilibre de notre vie économique et sociale si précaire que nous devons éviter le risque de toute expérimentation.

Mon intention dans cet essai n’est pourtant pas d’examiner le présent ou le proche avenir, mais de m’affranchir des vues sans perspective et de prendre mon vol dans le futur. Dans cent ans d’ici quel est le niveau que nous pouvons raisonnablement attendre du développement de notre vie économique ?

Quelles sont les perspectives économiques offertes à nos petits-enfants?

Depuis l’époque la plus reculée pour laquelle nous disposons de témoignages, disons en gros depuis l’an 2000 avant J.-C, jusqu’au début du XVIIIe siècle, il n’y eut pas de très grande modification dans le niveau de vie de la moyenne des hommes vivant dans les centres de civilisation de la terre.

Des hauts et des bas, il y en eut certainement. Les fléaux de la peste, de la famine et de la guerre alternant avec des périodes d’or. Mais point de changement brutal pour le mieux. Certaines périodes ont peut-être été de 50 % meilleures que d’autres, mettons même de 100 % meilleures au maximum, dans le cours des quatre millénaires qui ont pris fin vers 1700 de notre ère. Cette lenteur du progrès, voire l’absence totale de progrès, eurent deux causes : l’absence frappante de tout perfectionnement technique d’importance et l’incapacité du capital à s’accumuler. L’absence d’invention technique importante entre l’époque préhistorique et les temps relativement modernes est vraiment digne de remarque.

Presque tout ce qui importe réellement et que le monde possédait au début des temps modernes était déjà connu de l’humanité à l’aube de l’histoire.

Le langage, le feu, les mêmes animaux domestiques qu’aujourd’hui, le froment, l’orge, la vigne et l’olivier, la charrue, la roue, l’aviron, la voile, le cuir, la toile et le drap, les briques et la poterie, l’or et l’argent, le cuivre, l’étain et le plomb, à quoi s’ajouta le fer avant l’an mille de l’ère pré-chrétienne, le commerce de la banque, l’art de la politique, les mathématiques, l’astronomie et la religion : autant de choses si anciennes qu’il n’a pas été gardé trace de leur origine ou de leur adoption. A un moment quelconque antérieur à l’aube des temps historiques, peut-être même au cours de l’un des confortables entractes qui précédèrent la dernière période glaciaire, il y a probablement eu une ère de progrès et d’inventions comparable à celle que nous connaissons actuellement. Mais tout au long de la majeure partie des temps historiques il n’y eut rien de ce genre.

Les temps modernes s’ouvrirent, me semble-t-il, avec l’accumulation du capital qui commença au XVIe siècle. Des raisons, que je suis obligé de passer sous silence dans cet exposé, m’ont induit à penser que ce phénomène eut pour cause initiale la hausse des prix et l’augmentation consécutive des profits qui résultèrent de l’introduction de ces réserves d’or et d’argent transportées par l’Espagne du Nouveau Monde dans l’Ancien. Depuis cette époque jusqu’à nos jours, la capacité d’accumulation que possède l’intérêt composé et qui, selon toutes apparences, avait été en sommeil pendant de nombreuses générations, se développa avec une force renouvelée après s’être réveillée. Or, la capacité d’accumulation de l’intérêt composé sur une période de deux cents ans est telle que l’imagination est saisie de stupeur.

Qu’il me soit permis d’illustrer ce point par une somme que j’ai calculée.

La valeur actuelle des investissements britanniques à l’étranger est estimée à 4 milliards de livres environ.

Ces investissements nous procurent un revenu au taux d’intérêt de 6,5 % environ.

Nous rapatrions la moitié de ce revenu et en avons la jouissance; quant à l’autre moitié, soit 3,25 %, nous la laissons s’accumuler à l’étranger par le jeu de l’intérêt composé. Or, voilà250 ans à peu près qu’un processus de ce genre est en cours.

Je fais remonter en effet les origines des investissements britanniques à l’étranger au trésor que Drake enlevj) en 1580 à l’Espagne. Cette année-là, il regagna l’Angleterre en rapportant le fabuleux butin du Golden Hind. La reine Elizabeth était un important actionnaire au sein du syndicat qui avait financé cette expédition. Au moyen de sa part du butin elle remboursa la totalité de la dette extérieure de l’Angleterre, équilibra son budget et se trouva disposer encore d’un reliquat de 40000 livres.

Elle plaça cette somme dans la Compagnie du Levant, laquelle devait prospérer. Grâce aux bénéfices procurés par la Compagnie du Levant on fonda la Compagnie des Indes Orientales, et ce sont les bénéfices réalisés par cette vaste entreprise qui servirent de base à tous les investissements que l’Angleterre allait effectuer à l’étranger par la suite. Or il se trouve que l’accroissement de ce capital de 40 000 livres au taux de 3,25 % à intérêt composé équivaut approximativement au montant réel des investissements britanniques à l’étranger à différentes dates, et aujourd’hui serait effectivement égal à cette somme de 4 milliards de livres que j’ai déjà citée comme étant le total actuel de nos investissements à l’étranger.
Ainsi donc, chaque livre sterling rapportée en Angleterre par Drake en 1580 est maintenant devenue 100000 livres. Tel est le pouvoir de l’intérêt composé !

A partir du XVIe siècle, avec un crescendo cumulatif après le XVIII•, nous sommes entrés dans l’âge grandiose de la science et des inventions techniques, et cet âge a donné toute sa mesure depuis le début du XIXème siècle. Voici quelques jalons : le charbon, la vapeur, l’électricité, le pétrole, l’acier, le caoutchouc, le coton, les industries chimiques, le machinisme automatisé, et les méthodes de production de masse, la T. S. F., l’imprimerie, Newton, Darwin et Einstein, et des milliers d’autres choses et d’autres hommes trop célèbres et trop familiers pour qu’on puisse en dresser la liste.
Et à quel résultat sommes-nous arrivés? Malgré un prodigieux accroissement de la population mondiale qu’il a fallu équiper de maisons et de machines, le niveau de vie moyen en Europe et aux États-Unis est allé toujours en augmentant pour être maintenant, à mon avis, quatre fois supérieur à ce qu’il était.

L’accroissement du capital s’est fait sur une échelle dépassant de loin le centuple de ce qu’avait pu connaître n’importe quelle époque antérieure. Et désormais il n’y a pas lieu de prévoir une expansion démographique aussi considérable. Que le capital s’accroisse de 2 % l’an, pour fixer un chiffre, et l’équipement du monde entier se trouvera augmenté de 50 % en vingt ans et de 750 % en cent ans.

Que l’on se représente donc cette croissance en termes de biens matériels, tels que maisons, moyens de transports, etc.
En outre, les perfectionnements techniques apportés aux industries de transformation et aux transports se sont multipliés au cours des dix dernières années à un rythme plus rapide que jamais auparavant.
Aux États-Unis la production industrielle par tête était en 1925 plus élevée de 40 % qu’en 1919. En Europe, s’il est vrai que nous sommes retardés par des obstacles temporaires, il n’en reste pas moins que la productivité technique croît de plus de 1 % l’an à taux cumulatif.

On a des preuves que les changements techniques à caractère révolutionnaire qui, jusqu’à maintenant, affectaient surtout l’industrie, vont prochainement gagner l’agriculture.
Peut-être sommes-nous à la veille d’assister à des améliorations dans le rendement des productions alimentaires qui égaleront en importance celles qu’ont connues l’industrie des mines, les industries de transformation et les transports. Dans quelques années tout bonnement – je veux dire: du vivant de notre génération- il se peut que nous réussissions à effectuer toutes les opérations agricoles, minières et industrielles nécessaires avec seulement le quart de l’effort humain que nous avons été habitués à leur consacrer.

Pour le moment la rapidité même de ces transformations nous fait souffrir et soulève des problèmes difficiles à résoudre. Ce sont les pays qui ne figurent pas à l’avant-garde du progrès qui souffrent modérément. Nous sommes actuellement affligés d’une maladie nouvelle dont certains lecteurs peuvent bien ignorer encore le nom, mais dont ils entendront beaucoup parler dans les années à venir, et qui est le chômage technologique.

Il faut entendre par là le chômage qui est dû au fait que nous découvrons des moyens d’économiser de la main-d’œuvre à une vitesse plus grande que nous ne savons trouver de nouvelles utilisations du travail humain. Mais ce n’est là qu’une période passagère d’inadaptation.

A long terme tout cela signifie que l’humanité est en train de résoudre son problème économique. Je prédirais volontiers que dans cent ans d’ici le niveau de vie dont jouiront les pays les plus dynamiques sera entre quatre et huit fois plus élevé qu’aujourd’hui. Il n’y aurait rien de surprenant à ce qu’il en soit bien ainsi, même en tenant compte des insuffisances de nos connaissances actuelles. Et il n’y aurait nulle déraison à envisager la.

Supposons donc, simplement pour concrétiser notre raisonnement, que dans cent ans d’ici nous serons tous, en moyenne, dans une situation économique huit fois meilleure qu’à présent.
A coup sûr, il n’y a vraiment pas de quoi nous étonner ici.

Or, que les besoins de l’être humain puissent paraître insatiables est vrai. Mais il faut y distinguer deux catégories :
-les besoins qui ont un caractère absolu en ce sens que nous les éprouvons quelle que soit la situation de nos semblables, et
-ceux qui possèdent un caractère relatif en ce que nous ne les ressentons que si leur assouvissement nous place au-dessus de nos semblables ou nous donne l’impression de leur être supérieurs.

Les besoins de cette seconde catégorie, ceux qui correspondent à un désir de supériorité, sont peut-être tout à fait insatiables, car ils sont d’autant plus élevés que le niveau général de satisfaction est lui-même élevé.

Mais ce n’est pas si vrai des besoins ayant un caractère absolu : il se peut qu’un seuil soit bientôt atteint, bien plus tôt même que nous n’en avons conscience, seuil au-delà duquel ces besoins seront assouvis et que nous préférerons consacrer alors nos énergies encore disponibles à des buts non économiques.

Et j’en arrive maintenant à ma conclusion qui va vous paraître, j’imagine, de plus en plus saisissante à mesure que vous y réfléchirez. Cette conclusion est que, à supposer l’absence de grandes guerres et d’importants progrès démographiques, le problème économique peut être résolu, ou que sa solution peut au moins être en vue, d’ici à cent ans. Ce qui veut dire que le problème économique n’est point, pour le regard tourné vers l’avenir, le problème permanent de l’espèce humaine.

Pourquoi est-ce donc si saisissant, pouvez-vous vous demander? Cette conclusion est saisissante parce que, si nous scrutons le passé au lieu de scruter l’avenir, le problème économique, la lutte pour la subsistance nous apparaissent comme ayant toujours été jusqu’ici le problème primordial et le plus pressant de l’espèce humaine.
Et c’est encore trop peu dire, car ce n’est pas seulement de l’espèce humaine, mais de tout l’univers biologique depuis les premiers commencements de la vie sous ses formes les plus primitives que la recherche de la subsistance a été le problème dominant.

Ainsi la nature a-t-elle expressément guidé notre développement, avec tout ce que cela comporte en fait d’impulsions et de profonds instincts, vers la solution du problème économique comme tâche spécifique.

Si le problème économique est résolu, l’humanité se trouvera donc privée de sa finalité traditionnelle.

Est-ce que ce sera un avantage ? Pour peu que l’on donne foi aux valeurs authentiques de la vie, cette perspective offre à tout le moins la possibilité d’un avantage.

Cependant je pense avec inquiétude à la réadaptation requise de l’humanité commune qui peut se voir poussée à répudier dans quelques décennies les habitudes et les instincts qu’elle s’est assimilés depuis d’innombrables générations.

Pour parler le langage qui fait fureur aujourd’hui, ne devons-nous pas nous attendre à une « dépression nerveuse» universelle?
Nous avons déjà, sur une petite échelle, quelque connaissance vécue de ce que je veux dire: une dépression nerveuse comme celle dont souffrent dès à présent de nombreuses femmes mariées appartenant aux classes les plus aisées d’Angleterre et des États-Unis.

Ce sont de malheureuses femmes que la richesse a privées de leurs tâches et occupations traditionnelles et qui ne trouvent plus assez amusant de faire la cuisine, le ménage et le ravaudage maintenant que la nécessité économique ne leur est plus un aiguillon, mais qui sont pourtant totalement incapables de trouver quoi que ce soit de plus amusant.

A ceux qui gagnent leur pain quotidien à la sueur de leur front l’oisiveté apparaît comme une friandise ardemment désirée … jusqu’au moment où elle est obtenue.

On connaît l’épitaphe traditionnelle rédigée pour sa propre tombe par la vieille femme de ménage :

Pas de deuil pour moi, amis, et de pleurs jamais,
Car je n’aurai rien à faire, jamais, jamais.

Tel était son paradis. Comme d’autres qui se réjouissent à l’avance de l’oisiveté qu’ils connaîtront plus tard, elle se représentait combien il serait merveilleux de passer son temps à écouter de la musique.

En effet, il y avait aussi cette strophe dans sa composition poétique :

Au ciel, douce musique et psaumes sonneront,
L’effort de chanter d’autres, pas moi, le feront.
Et pourtant la vie ne sera supportable que pour ceux qui font l’effort de chanter ; et combien sont rares ceux qui, parmi nous, savent chanter!

Ainsi, pour la première fois depuis sa création, l’homme fera-t-il face à son problème véritable et permanent : comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ? Comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour lui, de manière agréable, sage et bonne ?

Il se peut que la détermination et l’effort acharné des faiseurs d’argent nous transportent tous avec eux dans le giron de l’abondance économique. Mais ce seront les peuples capables de préserver l’art de vivre et de le cultiver de manière plus intense, capables aussi de ne pas se vendre pour assurer leur subsistance, qui seront en mesure de jouir de l’abondance le jour où elle sera là.

Toutefois il n’est point de pays ni de nation qui puisse, je pense, voir venir l’âge de l’abondance et de l’oisiveté sans craindre. Car nous avons été entraînés pendant trop longtemps à faire effort et non à jouir.

Pour l’individu moyen, dépourvu de talents particuliers, c’est un redoutable problème que d’arriver à s’occuper, plus redoutable encore lorsque n’existent plus de racines plongeant dans le sol ou les coutumes ou les conventions chéries d’une société traditionnelle. A en juger par le comportement et les exploits des classes riches aujourd’hui dans n’importe quelle région du monde, la perspective de ce qui nous attend est très déprimante. Car les gens appartenant à ces classes sociales sont en quelque sorte notre avant-garde, les éclaireurs qui explorent à l’intention de nous tous la terre promise et y plantent leur tente.

Or, il me semble que la plupart de ces gens qui ont un revenu indépendant mais ni liens, ni obligations, ni solidarité avec leur prochain, ont échoué lamentablement devant le problème qui leur était posé.

J’ai la certitude qu’avec un peu plus d’expérience nous emploierons tout autrement que les riches d’aujourd’hui cette munificence de la nature qui vient d’être découverte, et que nous nous tracerons un plan de vie tout différent du leur.

Pendant longtemps encore le vieil Adam sera toujours si fort en nous que chaque personne aura besoin d’effectuer un certain travail afin de lui donner satisfaction.

Trop heureux d’avoir encore de petites tâches, obligations et routines, nous ferons par nous-mêmes beaucoup plus de choses que ce n’est généralement le cas aujourd’hui chez les riches. Mais, au-delà, nous nous efforcerons de faire des tartines de beurre en faisant les tranches de pain aussi fines que possible, et la quantité de travail qu’il sera encore nécessaire de faire, nous nous arrangerons pour que le plus grand nombre d’entre nous en ait sa part. Trois heures de travail chaque jour par roulement ou une semaine de quinze heures peuvent ajourner le problème pour un bon moment. En effet, trois heures par jour font une ration suffisante pour assouvir le vieil Adam chez la plupart d’entre nous.

Il y aura des changements dans d’autres domaines également qu’il nous faudra nous attendre à voir venir.

Quand l’accumulation de la richesse ne sera plus d’une grande importance sociale, de profondes modifications se produiront dans notre système de moralité. Il nous sera possible de nous débarrasser de nombreux principes pseudo-moraux qui nous ont tourmentés pendant deux siècles et qui nous ont fait ériger en vertus sublimes certaines des caractéristiques les plus déplaisantes de la nature humaine. Nous pourrons nous permettre de juger la motivation pécuniaire à sa vraie valeur. L’amour de l’argent comme objet de possession, qu’il faut distinguer de l’amour de l’argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie, sera reconnu pour ce qu’il est : un état morbide plutôt répugnant, l’une de ces inclinations à demi criminelles et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales.

Nous serons enfin libres de rejeter toutes sortes d’usages sociaux et de pratiques économiques touchant à la répartition de la richesse et des récompenses et pénalités économiques, et que nous maintenons à tout prix actuellement malgré leur caractère intrinsèquement dégoûtant et injuste parce qu’ils jouent un rôle énorme dans l’accumulation du capital.

Bien entendu, il y aura encore bien des gens, dotés d’une « intentionalité » puissante et inassouvie, qui poursuivront aveuglément la richesse, à moins qu’ils ne sachent trouver un succédané acceptable. Mais tous les autres d’entre nous cesseront d’être obligés de les applaudir et de les encourager.

Car nous examinerons alors plus curieusement qu’il n’est sain de le faire aujourd’hui le véritable caractère de cette « intentionalité » dont la nature a doté chacun d’entre nous, ou presque, à des degrés divers. En effet, par intentionalité il faut entendre que nous nous intéressons davantage aux résultats de nos actions qui sont le plus éloignés dans le temps qu’à leur qualité intrinsèque ou à leurs effets immédiats sur notre propre environnement. L’homme plein d’ « intentionalité», celui qui est occupé à viser des buts, est toujours en train de chercher à procurer à ses actes une immortalité illusoire et factice en projetant dans l’avenir l’intérêt qu’il peut leur porter. Il n’aime pas son chat, mais les chatons de son chat, ni même, en vérité, les chatons, mais les chatons des chatons, et ainsi de suite jusqu’à la consommation des temps dans l’univers des chats.

Pour lui, de la confiture n’est pas de la confiture, à moins qu’il s’agisse d’une caisse de confiture pour demain et jamais de confiture pour aujourd’hui même.
Ainsi, en rejetant toujours sa confiture loin dans l’avenir, essaie-t-il d’assurer l’immortalité à son acte confiturier.

Qu’il me soit permis de vous remettre en mémoire le personnage du Professeur dans Sylvie and Bruno:
« Ce n’est que le tailleur, Monsieur, avec votre petite facture », dit une voix humble de l’autre côté de la porte.
« Eh! bien, soit. Il ne me faudra pas longtemps pour arranger l’affaire avec lui », déclara le Professeur aux enfants, « si vous voulez bien patienter une minute.
Combien est-ce, cette année, mon brave? » Le tailleur était entré pendant qu’il parlait.

« Mon Dieu, c’est allé en doublant pendant tant d’années, voyez-vous », répondit le tailleur sur un ton assez bourru, « et je crois que je voudrais mon argent maintenant. Cela fait deux mille livres, voilà! »
« Oh! mais ce n’est vraiment rien! », remarqua négligemment le Professeur en tâtant dans ses poches, comme s’il portait toujours sur lui une somme au moins égale.

« Mais est-ce que vous ne préféreriez pas attendre juste une année de plus et arriver à quatre mille livres? Songez seulement comme vous seriez riche! Voyons, vous pourriez être roi, si vous vouliez! »
« Je ne sais pas si je tiendrais à être roi », dit l’homme pensivement.
« Mais cela représente sûrement une énorme quantité d’argent! Bon, je crois que je m’en vais attendre … »
« Naturellement, c’est ce que vous allez faire! », dit le Professeur.
« Je vois que vous avez du bon sens. Au revoir, mon brave! »
« Aurez-vous donc à lui payer ces quatre mille livres un jour? », demanda Sylvie tandis que la porte se refermait sur le créancier en train de se retirer.

« Jamais de la vie, mon enfant! », répondit le Professeur en faisant sonner ses mots. •
« Il va continuer à doubler ce que je lui dois, jusqu’à sa mort. Il vaut toujours mieux attendre une année de plus et recevoir le double, voyez-vous! »

Peut-être n’est-il pas fortuit que le peuple qui a le plus contribué à introduire la promesse d’immortalité dans le coeur et l’essence de nos religions, soit aussi celui qui a fait le plus pour le système des intérêts composés et porte une affection particulière à cette institution humaine des plus « intentionnelles ».

Je nous vois donc libres de revenir à certains des principes les plus assurés et les moins ambigus de la religion et de la vertu traditionnelle : que l’avarice est un vice, que c’est un méfait que d’extorquer des bénéfices usuraires, que l’amour de l’argent est exécrable, et qu’ils marchent le plus sûrement dans les sentiers de la vertu et de la sagesse, ceux qui se soucient le moins du lendemain.

Une fois de plus nous en reviendrons à estimer les fins plus que les moyens, et à préférer le bon à l’utile.
Nous honorerons ceux qui sauront nous apprendre à cueillir le moment présent de manière vertueuse et bonne, les gens exquis qui savent jouir des choses dans l’immédiat, les lys des champs qui ne tissent ni ne filent.

Mais attention! Les temps ne sont pas encore venus. Pendant au moins un siècle de plus, il nous faudra faire croire à tout un chacun et à nous-mêmes que la loyauté est infâme et que l’infamie est loyale, car l’infamie est utile et la loyauté ne l’est point. Avarice, Usure et Prudence devront rester nos divinités pour un petit moment encore. Car elles seules sont capables de nous faire sortir du tunnel de la nécessité économique pour nous mener à la lumière du jour.

Je me réjouis donc de voir se réaliser, dans un avenir pas si lointain, le plus grand changement qui se soit jamais produit dans les conditions matérielles de la vie des êtres humains considérés globalement. Mais, bien entendu, cela se fera graduellement et non pas en un bouleversement soudain. Au vrai, cela a déjà commencé.

Le cours de l’évolution tiendra simplement en ce que des classes sociales toujours plus larges et des groupes humains toujours plus nombreux seront délivrés pratiquement du problème de la nécessité économique. Le point critique sera atteint quand cette situation sera devenue si générale que la nature de nos devoirs vis-à-vis d’autrui en sera changée. Car il restera raisonnable d’avoir une « intentionnalité » économique au profit des autres quand il ne sera plus raisonnable d’en avoir une pour soi-même.

La vitesse à laquelle nous pourrons atteindre notre destination de félicité économique dépendra de quatre facteurs : notre capacité à contrôler le chiffre de la population, notre volonté d’éviter les guerres et les discordes civiles, notre consentement à nous en remettre à la science pour diriger toutes les affaires qui sont proprement du ressort de la science, et le taux d’accumulation tel que le fixera la marge entre notre production et notre consommation. Le dernier de ces facteurs prendra bien soin de lui-même, une fois l’accord réalisé sur les trois premiers.

Dans l’intervalle il n’y aura nul inconvénient à faire de doux préparatifs pour notre future destinée, à encourager et à mettre à l’épreuve les arts de la vie au même titre que les activités répondant à un but utilitaire.

Mais, surtout, ne nous exagérons pas l’importance du problème économique, ne sacrifions pas à ses nécessités supposées d’autres affaires d’une portée plus grande et plus permanente. Ce problème devrait rester une affaire de spécialistes, tout comme la dentisterie. Si les économistes pouvaient parvenir à se faire considérer comme des gens humbles et compétents, sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux

Pour les jeunes diplômés, la tentation des métiers manuels

Des milliers de jeunes diplômés de niveau bac+5 déçus par le marché du travail choisissent chaque année de se réorienter vers des métiers manuels.

LE MONDE | 17.10.2016 à 06h36 • Mis à jour le 24.10.2016 à 09h50 | Par [**Marine Miller**](http://www.lemonde.fr/journaliste/marine-miller/)

Selon l’APEC, 14 % des jeunes diplômés de niveau Bac +5 déclarent avoir vécu un changement significatif d’orientation professionnelle dans les deux années suivant l’obtention de leur diplôme.

**Il se souviendra longtemps du jour où il a annoncé à sa**[**famille**](http://www.lemonde.fr/famille/)**qu’il commençait, à la rentrée, un certificat d’aptitude professionnelle (CAP) de boucherie. D’abord, le silence gêné de ses grands-parents.*« Puis ils m’ont dit que j’avais gâché mon diplôme, que c’était comme si un futur patron se destinait à***[***être***](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/auxiliaire/%C3%AAtre/)***éboueur. »* Augustin, 26 ans, est diplômé de [Grenoble](http://www.lemonde.fr/grenoble/%22%20%5Co%20%22Toute%20l%E2%80%99actualit%C3%A9%20Grenoble)école de**[**management**](http://www.lemonde.fr/management/)**(GEM) ; un**[**avenir**](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/avenir/)**tout tracé l’attendait dans**[**le monde**](http://www.lemonde.fr/le-monde/)**de l’entreprise.**

Son parcours, comme celui de nombreux jeunes qui ont répondu à l’appel à témoignages lancé par Le Monde.fr sur les diplômés du supérieur qui se sont réorientés vers les métiers manuels, a commencé par une désillusion : la rencontre avec le [monde](http://www.lemonde.fr/afrique-monde/) du [travail](http://www.lemonde.fr/travail/).

*« J’étais en*[*alternance*](http://www.lemonde.fr/alternance/)*dans un groupe industriel. Je faisais des études de marché. Tout était lent et la hiérarchie très pesante. Il y avait beaucoup de*[*jeux*](http://www.lemonde.fr/jeux/)*de*[*pouvoir*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/pouvoir/)*qui me dépassaient. Je ne me sentais pas à ma place »,*se souvient-il.

Augustin cherche à [partir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/partir/) et trouve un poste dans une association, où, pense-t-il, son rôle aura plus de sens. Nouvelle déconvenue. *« Je suis tombé dans une petite structure de réinsertion par le*[*sport*](http://www.lemonde.fr/sport/)*de jeunes en difficulté. Le patron était tyrannique et m’a pris pour cible. »*Après un temps de réflexion, il démissionne, angoisse pour son avenir, et se découvre une nouvelle vocation : [boucher](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/boucher/).

**« Le dénominateur commun est la déception »**

Ces réorientations précoces de jeunes diplômésconstituent*« un phénomène non négligeable »,* écrit l’Association pour l’[emploi](http://www.lemonde.fr/emploi/) des cadres (APEC) dans une [enquête](http://www.lemonde.fr/enquetes/) publiée en 2015 ; 14 % des [jeunes diplômés](http://www.lemonde.fr/jeunes-diplomes/) de niveau [bac](http://www.lemonde.fr/bac-lycee/)+5 ou plus (environ 4 700 ont répondu au questionnaire) déclarent [avoir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/auxiliaire/avoir/) vécu un changement significatif d’orientation professionnelle dans les deux années suivant l’obtention de leur diplôme.

**Lire aussi :**[**Xavier Fender, jeune ingénieur parisien devenu paysan**](http://www.lemonde.fr/campus/article/2016/10/21/xavier-fender-ingenieur-parisien-et-neo-paysan_5018328_4401467.html)

*« Quel que soit le type de parcours, le dénominateur commun est la déception »,* dit Pierre Lamblin, qui dirige le département études de l’APEC, et qui a voulu [enquêter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/enqu%C3%AAter/) sur ce sujet.

Loïc, 22 ans, a une licence de [sciences](http://www.lemonde.fr/sciences/) politiques obtenue à Paris-8 et un master 1 d’économie décroché à [Paris](http://www.lemonde.fr/paris/) 1. Après ses premiers [stages](http://www.lemonde.fr/stages/) dans des instances politiques – Sénat, parti [politique](http://www.lemonde.fr/politique/) et organisation non gouvernementale (ONG) –, il mesure rapidement qu’il ne *« changera pas le système, qu’il faut se plier ». « Il n’y avait plus que des logiques électorales et plus vraiment d’*[*idées*](http://www.lemonde.fr/idees/)*. J’aurais pu m’en*[*douter*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/douter/)*; c’est peut-être une désillusion classique du milieu*[*politique*](http://www.lemonde.fr/afrique-politique/)*»,*estime-t-il aujourd’hui.

Il décide de [bifurquer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/bifurquer/) pour *« faire quelque chose,*[*créer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/cr%C3%A9er/)*un produit de bout en bout ».* Un passionné de distillation, Loïc est désormais inscrit en master de distillerie à l’université Heriot-Watt, en [Ecosse](http://www.lemonde.fr/ecosse/). Il y apprend un métier manuel et technique, presque alchimique, loin des logiques de pouvoir à la *« House of Cards ».*

**« J’attendais dès le matin la fin de la journée »**

Maud, 25 ans, ne se rendait pas compte que *« ça faisait aussi mal de*[*faire*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/faire/)*un métier qu’on n’aime pas, juste pour la sécurité de l’emploi ».* En contrat à durée indéterminée (CDI) dans une agence de marketing numérique à Paris, et *« très bien payée »,* elle a obtenu ce que *« chaque étudiant espère à la suite de ses études ».*

Pourtant, son malaise n’en finit pas de [grandir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/deuxieme-groupe/grandir/). *« Pendant dix-huit mois, j’attendais dès le matin la fin de la journée, et dès le lundi, le*[*week-end*](http://www.lemonde.fr/week-end/)*, avec impatience. »* Au bout d’un moment, l’argument de la sécurité matérielle ne suffit plus.*« Adoratrice des fleurs et collectionneuse de succulentes »,* Maud avait déjà imaginé qu’un jour elle ouvrirait sa boutique. Finalement, elle a précipité sa démission et s’est inscrite en CAP de fleuriste à la rentrée 2016.

 *« Il ne faut pas*[*croire*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/croire/)*que le diplômé de l’*[*enseignement supérieur*](http://www.lemonde.fr/enseignement-superieur/)*a la volonté chevillée au corps de*[*devenir*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/devenir/)*artisan, statut qu’il ignore la plupart du temps,*explique Claude Fournier, chercheur au [centre](http://www.lemonde.fr/centre/) de recherche sur l’économie en mutation à l’université du Littoral-Côte d’Opale*. Il ne faut pas*[*sous-estimer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/sous-estimer/)*l’impact de la gestion, souvent calamiteuse, des cadres dans les*[*entreprises*](http://www.lemonde.fr/entreprises/)*, qui consiste à*[*considérer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/consid%C3%A9rer/)*que ces personnels ne sont que de simples exécutants ou des citrons à*[*presser*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/presser/)*. »*

**L’école de commerce « pour faire plaisir à sa mère »**

Ce désenchantement face au monde du travail, largement analysé par les sociologues, est aussi intrinsèquement lié aux difficultés d’orientation, orientation dans laquelle les parents jouent un rôle déterminant. Augustin, l’apprenti boucher, se rappelle qu’à l’adolescence il voulait faire un CAP pâtisserie. Se heurtant à une fin de non-recevoir de ses parents – le fameux *« passe ton bac d’abord »* –, il ira jusqu’à l’école de commerce. Ses parents ont obtenu *« leur »* diplôme. Et un emprunt de 40 000 euros à [rembourser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/rembourser/).

Même [histoire](http://www.lemonde.fr/histoire/) pour Virginie. *« Depuis toute petite, je rêvais d’être cuisinière, mais pas question. Je réussissais à l’école et malgré le plaisir que mes parents prenaient à me faire goûter tous les*[*vins*](http://www.lemonde.fr/vins/)*de leur cave et les week-ends passés à*[*cuisiner*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/cuisiner/)*avec mes grands-parents, tous avaient d’autres espoirs pour moi. Cela serait les classes préparatoires, et puis l’Essec »,* témoigne la jeune femme. Dix ans plus tard, elle a le dernier mot et devient vigneronne.

Adrien, lui, intègre une école de commerce, l’ESCP [Europe](http://www.lemonde.fr/europe/), pour *« faire plaisir et*[*rassurer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/rassurer/)*sa mère »,*alors qu’il rêvait d’être maroquinier. Quelques années plus tard, le voilà lui aussi en CAP maroquinerie.

Outre la pression parentale, l’école continue d’entretenir l’opposition entre métiers manuels et métiers intellectuels à travers l’orientation des élèves. Les bons sont toujours systématiquement poussés dans la voie générale.

*« Il y a encore un état d’esprit très français qui oppose le travail intellectuel et le travail manuel, alors que les deux se conjuguent sans cesse dans le travail des artisans »,* regrette François Moutot, directeur de l’Assemblée permanente des chambres de métiers et de l’artisanat (APCMA).

Dominique Steiler, enseignant chercheur à Grenoble école de management et spécialiste du [bien-être](http://www.lemonde.fr/bien-etre/) au travail, estime que *« l’éducation est centrée sur l’employabilité des enfants et des étudiants. Dès la maternelle, on leur demande ce qu’ils veulent faire plus tard. On prépare des petits compétiteurs pour le marché de l’emploi. »*

**« Je voudrais faire de l’apiculture, mais j’ai peur de l’échec »**

Changer le cours de son destin professionnel demande une certaine détermination et du soutien. L’APEC relève que *« le processus de réorientation peut s’étaler sur plusieurs années, et les difficultés financières, temporelles et personnelles, se multiplier ».*

Avec un emprunt [immobilier](http://www.lemonde.fr/immobilier/) à rembourser, deux enfants à charge et une famille qu’elle ne peut pas [solliciter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/solliciter/), Emilie peine à [démissionner](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/d%C3%A9missionner/) de son CDI dans une compagnie maritime au Havre (Seine-Maritime). *« J’ai un bac+5 en commerce*[*international*](http://www.lemonde.fr/international/)*, je suis assise toute la journée devant deux PC à faire des copier-coller de messagerie Outlook. Je n’ai qu’une envie, c’est*[*quitter*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/quitter/)*cette vie et ce travail qui n’a aucun sens. Je voudrais faire de l’apiculture, mais j’ai peur de l’échec »,*dit-elle.

Plus facile en effet de [repartir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/repartir/) en [formation](http://www.lemonde.fr/formation/) quand les parents, comme ceux d’Augustin, d’Adrien, de Maud, donnent un coup de main financier en attendant que leurs enfants retrouvent un équilibre.

Ceux qui sont allés jusqu’au bout de la logique de réorientation « *se déclarent satisfaits de leurs choix et heureux de ce changement,* souligne l’APEC.*Les obstacles et difficultés qu’ils ont surmontés sont finalement l’objet d’une certaine fierté.*»

Une conclusion qui montre qu’une partie de la jeune génération est prête à se [retrousser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/retrousser/) les manches et à [utiliser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/utiliser/) ses mains parce qu’elle n’a plus envie de s’épuiser *(burn-out),*de s’ennuyer *(bore out)*ou de faire un travail inutile (*bullshit jobs,*[générateurs de brown-out](http://www.lemonde.fr/m-perso/article/2016/10/13/apres-le-burn-out-et-le-bore-out-voici-le-brown-out_5012742_4497916.html)). En somme, des *digital natives*prêts à faire autre chose de leurs doigts que [taper](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/taper/) sur un clavier.

**Davos : la quatrième révolution industrielle, vraiment ?**

 Par Philippe Mabille  |  21/01/2016, *La tribune*



**La Quatrième** **Révolution Industrielle vue à Davos en janvier 2016. (Crédits : DR)Klaus Schwab, le patron de Davos, a réussi à dépasser en ambition Jeremy Rifkin et sa « troisième révolution industrielle ». En choisissant pour thème la « quatrième » révolution industrielle, le forum économique mondial tente d'exorciser ses propres démons, que sont la montée des inégalités et des populismes sur fond d'effondrement des classes moyennes. Face à l'accélération technologique, le monde du business hésite entre stupeur et tremblements. À lui d'apprendre à maîtriser le monstre ainsi lâché au cœur du capitalisme.**

Quatrième révolution industrielle, vraiment, la vague technologique qui, faite de numérique, mais aussi de robotique, d'internet industriel, d'automatisation, d'ordinateurs surpuissants, de biotechs..., déferle sur l'économie-monde ? À écouter Klaus Schwab, le fondateur du forum de Davos, qui y consacre un petit livre sorti juste pour la 46e édition du forum de Davos, c'est un véritable « tsunami » technologique qui déferle et est en train de rebattre les cartes, toutes les cartes, du business, voire de l'humanité. Passons sur la querelle de chiffre avec Jeremy Rifkin, auteur de la « Troisième révolution industrielle » qui, à le lire, ressemble furieusement à la quatrième, sauce Schwab et intéressons-nous au fond.

À Davos, donc, en 2016 plus encore que lors des précédentes éditions du World Economic Forum, on ne parle que de ça. Impossible d'échapper au sujet, auquel sont consacrées une vingtaine de sessions rassemblant les meilleurs spécialistes de l'intelligence artificielle, du « brain », le cerveau, encore inégalé heureusement, mais aussi de l'internet des objets (IoT, « internet of Things ») ou même de l'Internet industriel (IIoT), objet de toutes les passions des nombreux patrons présents dans la station suisse des Grisons.

**« La vitesse, nouvelle monnaie du business »**

*« Tout est remis en question »* : les patrons de Schneider Electric (Jean-Pascal Tricoire), de HP (Meg Whitman) ou d'Alcoa (Klaus Kleinfeld) réunis pour un débat sur la transformation digitale de l'industrie l'ont volontiers reconnu. Pour le meilleur : oui, car cela ouvre de nouvelles pistes de business, par la valorisation des données, nouveau graal, mais aussi par l'optimisation des process, par la recherche de plus grandes performances, énergétiques notamment. La digitalisation et la connectivité, la généralisation des imprimantes 3D, tout cela transforme en profondeur l'industrie qui entre dans l'âge du 4.0. *« Speed is the new currency of business »* (« la vitesse est la nouvelle monnaie ») a souligné Marc Benioff, le patron de Salesforce, ce à quoi Meg Whitman d'HP ajoute : *« le futur appartient au rapide »*.

Mais à quel prix pour les hommes ? La principale limite, ce n'est pas, ce n'est plus la technologie, qui est exponentielle, mais l'humain. « On ne peut pas aller plus vite qu'on n'est capable de le penser », résume la patronne de HP. Sinon, on risque de casser l'entreprise. Il faut donc mettre l'accent sur la formation des hommes pour réussir la transformation de l'intérieur. Deuxième conséquence majeure pour l'industrie de la rapidité des changements en cours : impossible de rester seul : l'avenir appartient aux entreprises « agiles » et collaboratives : la clef du succès est dans la coopération, à laquelle encouragent les nouvelles technologies. C'est donc aussi une révolution du management qui est à l'œuvre.

**Une nouvelle Renaissance ?**

Révolution alors ? Oui, sans aucun doute. Dans une session intitulée « une brève histoire des révolutions industrielles », Ian Goldin, d'Oxford, la compare à la Renaissance, une période où tout a été inventé, pas tant seulement dans le domaine des arts ou des techniques, avec Galilée, Copernic, Léonard de Vinci, ou bien l'imprimerie qui a diffusé les connaissances, mais surtout dans le domaine des idées. La Renaissance, époque des grandes découvertes, a été une ère de réinterprétation du rapport de l'homme au monde. Or, c'est un peu ce que nous vivons, à une puissance exponentielle, aujourd'hui. Le télescope Hubble réinvente les grandes découvertes, le LHC incarne l'explosion des limites humaines, Google fait oublier l'encyclopédie universelle et Internet ringardise l'imprimerie. Une révolution comparée à la Renaissance, ce serait plutôt une bonne nouvelle donc, quoique, car elle a aussi connu sa part d'ombre, l'Inquisition, les guerres de religion, des tensions géopolitiques et un choc des civilisations.

**Destruction créatrice ou bien création... destructrice ?**

Alors, bonnes ou mauvaises les révolutions industrielles... ? Celles du passé ont toujours été accompagnées par un progrès social et humain, avec un temps de transition. Mais au final, la première révolution industrielle (celle, anglaise, du charbon et de la machine à vapeur), puis la seconde (celle, américaine, de l'électricité et du travail à la chaîne), voire même la troisième (dans la définition de Schwab, celle, globale, de l'informatisation) ont toujours conduit à des progrès de productivité et à la création, en net, de plus d'emplois qu'il n'en a été détruit. Bien sûr, qui dit révolution industrielle dit destruction créatrice, à la Schumpeter, et la diligence a bien été remplacée par le chemin de fer puis l'automobile, mais en générant des emplois nouveaux pour nourrir les classes moyennes, ancre de stabilité économique et politique de nos sociétés modernes.

Avec la Quatrième révolution industrielle, nous entrons dans une sorte d'inconnue, peut-être une forme de création destructrice. Et cela inquiète autant que cela enthousiasme les « Davosiens ». Une très intéressante étude intitulée [« The future of jobs »](http://reports.weforum.org/future-of-jobs-2016/), publiée par le World Economic Forum pour l'ouverture de Davos, souligne qu'en net, 5 millions d'emplois seront détruits d'ici 2020 dans les pays développés d'ici 2020. Le numérique et la robotique créeraient 2 millions d'emplois, mais en détruiraient 7 millions dans les cinq ans à venir. Une prédiction qui va dans le même sens que les études de l'Université d'Oxford et du cabinet Roland Berger, selon lesquelles près de la moitié des métiers actuels vont disparaître d'ici une vingtaine d'années.

**L'homme de Davos s'appelle Hubo : c'est un robot !**

L'Homme de Davos, sorte de produit idéal issu de la mondialisation, n'est pas humain, mais une machine. C'est un robot de 80 kg, baptisé Hubo, présent tous les jours dans le centre des congrès. Construit par des Coréens (le « Advanced institute of science and technology »), Hubo a gagné un prix international de 2 millions de dollars décerné par le ministère de la défense américain. Il est censé pouvoir tout faire, monter et descendre des marches, conduire un véhicule, porter des charges. Surtout, il est destiné à remplacer l'homme partout où il y a danger, par exemple pour aller dans la centrale nucléaire radioactive de Fukushima. « Meet the robot », propose donc le programme de Davos à ses participants. Expérience au final assez peu convaincante, mais ce n'est qu'un début...

**Un burn-out digital mondial**

Pris d'une sorte de vertige, les participants au Forum hésitent. Entre techno-optimistes et pessimistes du progrès, entre transhumanistes prêts à télécharger leurs cerveaux dans une machine pour vivre éternellement et bioconservateurs, décidés à freiner le mouvement, les avis sont assez tranchés. Et si nous humains perdions le contrôle ? Et si la trop faible croissance s'expliquait par le caractère déflationniste du progrès technologique. Ou bien sait-on vraiment mesurer le réel impact de cette révolution industrielle ? Pour certains économistes, les statisticiens nationaux, dépassés ne savent pas comment appréhender cette nouvelle économie. À Davos, donc, on nage en plein paradoxe de Solow, l'économiste qui soulignait que l'on voyait l'informatique partout, sauf dans les statistiques de la croissance et de la productivité. Avec un FMI, présent au plus haut niveau avec la Française Christine Lagarde et son adjoint, et peut être successeur, le chinois Min Zhu, qui vient fort peu opportunément de réviser une nouvelle fois en baisse la prévision de croissance mondiale pour 2016, de 3,6 à 3,4%, et ne s'attend à guère mieux en 2017, les business leaders sont au bord du burn-out digital ! Dans l'étude annuelle que réalise PwC auprès de 1400 chefs d'entreprise de 83 pays, membres de la communauté de Davos, le moral est en berne. Seuls 27% du panel prévoit une amélioration de la croissance cette année, soit 10 points de moins que l'an dernier. Paradoxalement, ce sont les patrons européens qui voient le plus l'avenir le plus en rose alors que leurs homologues américains sont « gloomy ». Il faut dire que la hauteur de vue du débat politique outre-Atlantique, avec un Donald Trump incontrôlable qui rend Hillary Clinton plus populaire que jamais, n'engage guère à l'enthousiasme en cette année d'élection présidentielle américaine.

**Jo Biden, ce gauchiste invétéré**

Mais le fin mot de toute cette histoire, c'est Jo Biden, le vice-président des États-Unis, qui l'a le mieux résumé. Invité mercredi soir à ouvrir le forum, « Middle class Jo » comme on le surnomme affectueusement outre-Atlantique a délivré une leçon bien sentie aux business leaders venus l'écouter en nombre. Dans un discours que n'aurait pas renié Jean-Luc Mélenchon, le VP américain a déplacé l'enjeu. La quatrième révolution industrielle, si c'est ainsi qu'on veut la nommer, *"c'est très bien, c'est une transformation de l'économie qui se produira quoiqu'il arrive".* Mais le vrai sujet posé par le tsunami technologique, selon lui, c'est la place de l'homme, du travailleur de la classe moyenne des grandes métropoles, base de la démocratie et de la stabilité politique. Cette classe moyenne, dont l'idéal se résume selon Biden en un mot, celui de « possibilité » (possibilité de trouver un job, d'avoir un bon salaire, d'offrir un avenir à ses enfants), est en train de disparaitre, sous les coups de la mondialisation et de l'accélération technologique. Car, et ce serait la première fois dans toute l'histoire des révolutions industrielles, la progression des salaires ne suit pas celle de la productivité, en particulier aux Etats-Unis où, selon Joseph Stiglitz, le salaire réel des plus bas revenu est au même niveau qu'il y a ... 60 ans.

Résultat, un écart immense se creuse, bien résumé par l'étude, critiquable dans sa méthode de calcul, mais que personne ne conteste au fond, réalisé par l'ONG Oxfam pour l'ouverture du forum de Davos : 62 personnes, multimilliardaires, sont aussi riches que les 50% des plus pauvres de l'humanité, soit 3,6 milliards de personnes. Ce phénomène de concentration unique dans l'histoire est la vraie inquiétude. « Inequality » : le magazine Foreign Affairs, peu soupçonnable d'altermondialisme, y consacre sa Une de janvier et le distribue abondamment dans les travées du forum avec en sous-titre : « what causes it ? Why it matters ? What can be done ?

Jo Biden lui, a sa recette. Elle tient en cinq points et pourrait servir de programme pour la primaire des Démocrates si jamais, comme on le dit de plus en plus l'affaire des mails d'Hillary Clinton l'empêchait d'aller au bout de sa candidature. Ces cinq points sont simples, mais révélateurs des défaillances du modèle américain : plus d'éducation et de formation aux métiers de demain ; plus de protections pour les travailleurs ; plus d'investissements dans les infrastructures ; plus de progressivité dans les systèmes fiscaux... Là, il faut le dire, Jo Biden a fait frissonner Davos avec son idée d'un impôt progressif, on aurait cru entendre Piketty ! Et enfin, cinquième mesure, donner plus d'accès au capital pour les néo-entrepreneurs pour encourager l'innovation et faire naître ces nouveaux jobs qui viendront remplacer les anciens. Un programme pas si compliqué à mettre en œuvre. Emmanuel Macron, qui viendra vendredi, après Manuel Valls, faire une visite à Davos, aurait pu tenir un discours similaire. Mais attention, il y a urgence : avec la montée de la pauvreté, avec l'écrasement des classes moyennes, il ne faudrait pas que la quatrième révolution industrielle ne finisse en révolution tout court...ce ne serait pas bon pour les affaires...

Le dernier mot devrait revenir à Ettore Scola, qui a eu la mauvaise idée de mourir le jour de l'ouverture du forum de Davos. Dans un des dialogues de "Nous nous sommes tant aimés" ( ), le réalisateur italien résume tout : "nous voulions changer le monde. Mais c'est le monde qui nous a changés"...